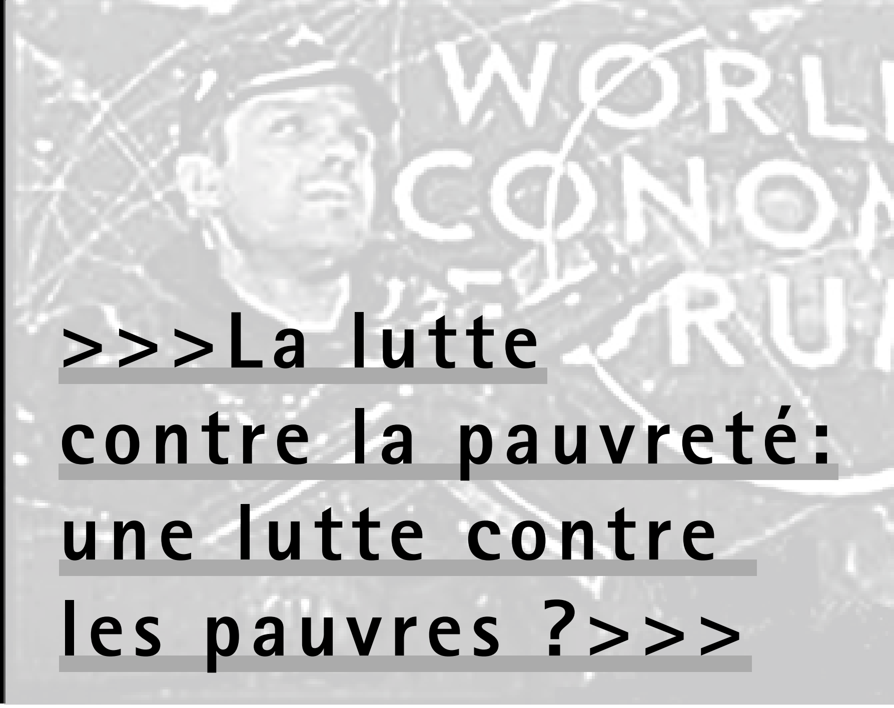
Angles d'Attac

association pour une
taxation des
transactions financières pour l'
aide aux
citoyens et citoyennes.
Bulletin d'information en français d'Attac Suisse, Rue des Savoises 15, 1205 Genève - www.suisse.attac.org
Numéro 26 - JANVIER 2006



>>>La lutte contre la pauvreté: une lutte contre les pauvres ?>>>

Comme chaque année, les plus grandes multinationales du monde et leurs leaders se réuniront du 25 au 29 janvier 2006 au sein du World Economic Forum (WEF) de Davos. Du fait des protestations dans le cadre de la mobilisation anti-WEF de ces dernières années, le WEF a commencé à inviter des ONG et des personnalités critiques comme Vandana Shiva à participer au Forum. L'AUTRE DAVOS a-t-il encore sa raison d'être ? OUI, car à notre avis les propositions alternatives ne sont pas reprises par les leaders économiques et les gouvernements, le modèle économique néolibéral étant encore et toujours le paradigme dominant dans les têtes des dirigeants, sans aucun signe de remise en cause. Les conséquences de cette politique sont connues : bien que les sociétés multinationales engrangent des bénéfices records dans le monde entier, les licenciements de masse se multiplient et la destruction de la sécurité sociale avance au nom des "lois naturelles du marché" ; dans nombre de pays du Sud et du Nord, la pauvreté est (ou redevient) une réalité quotidienne ; des guerres sont menées au nom des "intérêts du marché" ; ce même "marché" entraîne une dégradation massive de l'environnement, pour ne nommer que quelques-unes de ses conséquences désastreuses. Le WEF se veut une plateforme des "décideurs" ("decision-makers") leur permettant de se confronter aux défis de l'économie mondiale et de faire des choix ("tough choices", "décisions dures" selon le slogan de la dernière édition du WEF) pour nous diriger vers un monde meilleur. C'est donc une petite minorité qui s'arroge ici le droit de décider des priorités politiques et de déterminer notre avenir à nous toutes-tous. Nous rejetons cette conception élitaire, basée sur l'idée de la subordination des êtres humains aux décisions de quelques leaders. Dans la perspective de la liberté et de l'égalité, l'"économie" ne peut pas être un domaine réservé aux décisions d'une petite minorité ; nous sommes toutes-tous des « décideuses-eurs ».

>>>

The Other / L'Autre / Das Andere / L'Altro Davos

Résistances contre la mondialisation du capital –
Pour des alternatives venues d'en bas

La lutte contre la pauvreté – une lutte contre les pauvres?

Conférence internationale contre le WEF

Vendredi 27 janvier 200, Zurich

Jugendkulturhaus Dynamo, Wasserwerkstrasse 21
(Plan sur www.dynamo.ch)

Dès 18h:
sandwichs au bar, musique

20h: début de la conférence

Avec **Nahla Chahal,** sociologue, coordinatrice de la CCIPPP – Campagne civile internationale de protection du peuple palestinien

Tania Quiroz Mendieta, militante de la Coalition for the Defense of Water (coalition contre la privatisation de l'eau) de La Paz, Bolivie, et engagée dans un travail syndical avec des travailleuses à domicile

Jay Arena, activiste anti-guerre et militant syndical de base, représentant d'une coalition de la Nouvelle-Orléans luttant pour une reconstruction autodéterminée après la catastrophe récente.

Participation aux frais: 10.-/15.-
Organisation: attac suisse;
infos: www.otherdavos.net
Contact: suisse@attac.org, attac suisse, Rue des Savoises 15, 1205 Genève, 022 800 10 40, CCP 17-762066-4
Pour être logé-e à Zurich: s'annoncer à zurich@attac.org

Horaire des trains: Bienne 17:47; Lausanne 16:45; Genève 16:13; Neuchâtel 17:27; Sion 15:37; Fribourg 17:34

JAB 2500 BIENNE 4
Retours à attac,
case 4314, 2500 Bienne 4

>>>AGENDA>>>

>National>

7 JANVIER, 13H30 :

Réunion de la commission femmes,
rue du contrôle 12,Bienne

27 JANVIER, 18H :

L'Autre Davos, Dynamo, Zürich

4 FÉVRIER, 13H :

Coordination nationale, Bienne

4 FÉVRIER, 10H :

Commission nationale AGCS-Services publics, Bienne

4 FÉVRIER, 10H :

Réunion de la commission "Université d'été 2006", Bienne

Les coordinations nationales auront lieu tous les premiers samedis du mois.

>Vaud>

5 JANVIER, 20H :

Groupe multinationales, Pôle Sud, Lausanne

10 JANVIER, 19H :

Réunion du secrétariat et des nouveaux volontaires, local d'attac vaud, Petit-Rocher 4, Lausanne

23 JANVIER, 20H :

Groupe services publics-AGCS, Pôle Sud, Lausanne. Présentation sur le thème du marché de l'électricité. Discussion sur l'engagement dans la campagne pour une caisse-maladie unique et sociale.

26 JANVIER :

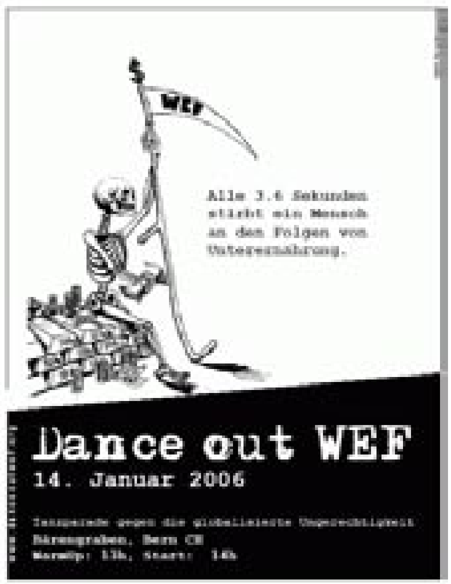
Soirée avec Nahla Chahal, détails sur notre site internet

7 FÉVRIER, 20H :

Rencontre mensuelle, Pôle Sud, Lausanne. Ouverte à toutes et à tous.

>>>

La pauvreté s'accroît tandis que les bénéfices des entreprises explosent. Ces derniers temps, les milieux qui nous imposent leurs politiques néolibérales et leurs guerres impériales depuis des décennies évoquent souvent la "lutte contre la pauvreté", alors même qu'on constate que les objectifs du Millénaire pour le développement définis par les Nations Unies pour "réduire la pauvreté de moitié" ne seront pas atteints. En adoptant ces objectifs du Millénaire, les Etats membres de l'ONU s'étaient engagés à réduire de moitié le nombre des êtres humains disposant de moins d'un dollar US par jour pour vivre et le nombre des personnes souffrant de la faim d'ici à 2015. Plus de 1,15 milliard de personnes seraient concernées par cette définition de la pauvreté dite "absolue". Or sur les sites des organisations internationales et des agences de développement, les statistiques sur la pauvreté ne sont jamais accompagnées d'indications sur les bénéfices des sociétés multinationales... Pour les multinationales suivantes qui ont leur siège en Suisse, la croissance des dividendes - donc de la part des bénéfices d'une firme qui est distribuée aux actionnaires - par rapport à 2003 est estimée ainsi par les analystes : Swatch : 10,43%, Nestlé : 13,88%, Novartis : 9,67%, Adecco : 30,44%, Bâloise : 24,44%, Clariant : 15,62%, Syngenta : 17,98%... Ces chiffres reflètent le fait que les multinationales réussissent de mieux en mieux à imposer leurs politiques d'exploitation et de conquête des marchés, au profit d'une petite minorité de puissants. Comment "lutter" contre la pauvreté, si l'on ne s'attaque pas à l'exploitation omniprésente et à la logique du profit ? "Make poverty history" ("Faire de la pauvreté de l'histoire ancienne"), déclarait le Premier ministre britannique Tony Blair lors du sommet du G8 de juin 2005 en Ecosse, instrumentalisant ainsi les espoirs placés par des milliers de personnes du monde entier dans la campagne pour l'annulation de la dette des pays les plus pauvres. Les pays du G8 (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Canada, Russie et les Etats-Unis) contrôlent environ 50% du commerce mondial. Les élites de ces pays concentrent donc un pouvoir énorme en leurs mains. Or lorsque le G8 se penche sur l'aide au développement, les conditions qui sont imposées aux pays du Sud ne sont jamais évoquées. En effet, l'"aide au développement" fondée sur la pensée néolibérale est systématiquement liée à l'obligation de privatiser et d'ouvrir les marchés dans les pays concernés. Le secteur public est démantelé et/ou devient un marché lucratif pour les multinationales du Nord. En conséquence, les conditions d'accès de la population à la santé, aux infras-



tructures de transport, à la formation et à d'autres services de la collectivité se détériorent. En outre, les mesures d'annulation de la dette annoncées au sommet du G8 ne tiennent pas compte du fait que la plupart des pays gangrenés par la dette ont remboursé plusieurs fois leurs crédits, mais restent otages des institutions internationales comme la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International en raison du service de la dette. De même le nouveau cycle de libéralisation de l'Organisation Mondiale du Commerce est présenté comme un "cycle de développement" en faveur du Sud, alors que les populations du Sud luttent contre l'ouverture brutale et forcée des marchés de leurs pays.

La pauvreté dans l'optique néolibérale.

Le WEF aussi se penche régulièrement sur le problème de la pauvreté. La perspective choisie n'est cependant pas celle des êtres humains et de leur souffrance. Ce que les analystes du WEF déplorent en premier lieu, ce sont les "parts de marché" et les "ressources" qui se perdent : "Les quatre milliards de pauvres de la planète représentent des 'ressources bloquées' et un énorme potentiel de marché..." ("The world's four billion poor people may represent 'trapped resources' and a huge potential market...", WEF, Poverty Reduction : What Works, What Doesn't and Why, 27.01.2003). Pour remédier à cette situation, les participant-e-s du WEF s'en remettent à leur maxime bien connue : la croissance économique. Celle-ci est connue comme le "moteur central de la réduction de la pauvreté à l'échelle internationale" ("key international driver of poverty reduction"), même si les analystes notent que la seule croissance ne suffit pas à garantir la justice ou la cohésion sociale à long terme. Pour la pensée néolibérale, l'individu est d'abord une entité économique dont la liberté individuelle se réalise au mieux dans le cadre du marché. Les "seuls liens qui sous-tendent une société dans son ensemble [sont] de nature purement économique...." (citation de l'auteur libéral F. A. v. Hayek). Dans cette optique, le progrès et le développement découlent uniquement des inégalités entre les êtres humains et de leurs intérêts divergents, la concurrence étant le moteur de toute évolution. Les théories néolibérales peinent à appréhender la socialité, car toute concrétisation démocratique du bien commun constitue une entrave à la liberté économique de l'individu pensé comme une entité atomisée et généralisée. Il est évident qu'une telle conception ne peut pas apporter de réponses aux problèmes brûlants de la société actuelle. Un autre aspect problématique de la "lutte" officielle "contre la pauvreté" réside dans l'oubli de la pauvreté dans les pays du Nord. Dans les pays dits riches, le nombre des personnes qui vivent dans des conditions inacceptables est également en croissance. La pauvreté ne tombe pas du ciel, elle est le produit de l'activité humaine. La délocalisation et la privatisation privent un nombre croissant de personnes de leur travail et donc de leurs bases d'existences, tandis que les assurances sociales subissent un démantèlement massif. Pour nous, la pauvreté ne concerne pas uniquement les normes officielles, économiquement mesurables - les seules que connaisse la pensée néolibérale - qui varient entre 1 et 14,4 dollars US par jour selon les continents. Quand les besoins en biens immatériels comme la formation, la santé, la culture etc.... ne sont pas satisfaits, quand les conditions de vie interdisent la diversité et les alternatives, la pauvreté s'installe. La lutte contre la pauvreté est bien sûr un objectif que nous partageons. Or les promoteurs actuels de ce concept sont justement ceux qui continuent de mener, chaque jour, des politiques de guerre, d'exploitation et d'oppression. Nous sommes donc extrêmement sceptiques quant aux approches qu'ils nous proposent - en effet, comment ces approches peuvent-elles réellement améliorer nos conditions de vie, alors que la réalité montre clairement que les recettes néolibérales sont justement à la source de la pauvreté et de l'oppression ?



Démocratiser l'économie.

La prochaine édition du WEF nous impose la "créativité", comme l'indique le slogan choisi : "The creative imperative" ("L'impératif créatif"). Or pour nous la créativité désigne l'élaboration d'alternatives, de choix possibles. Les vraies alternatives ne pourront pas, à notre avis, venir d'en haut, mais seront le fruit de la créativité de toutes et tous. Si nous voulons que toutes et tous aient le même droit collectif à la liberté et à la responsabilité, l'avenir - et donc l'"économie" - sera un projet ouvert et non prédéterminé ou autoritaire. Nous pensons que l'activité économique est une composante importante, mais de loin pas exclusive de l'intégration. A l'évidence, une conception de la production, du commerce et des services basée sur la coopération et la solidarité est plus favorable au développement d'une société et à la garantie de bonnes conditions de vie pour la grande majorité des êtres humains qu'une économie visant au succès immédiat moyennant la destruction des concurrents. Nous ne pouvons pas accepter cette "réalité" fondée sur le profit à court terme, la rupture des solidarités et l'irresponsabilité. A l'Autre Davos 2006, nous avons invité trois activistes de différents contextes à nous exposer leurs approches qui - contrairement à celles du WEF - dénotent une réelle créativité et s'opposent à la perspective néolibérale : Nahla Chahal, sociologue, coordinatrice de la Campagne civile internationale de protection du peuple palestinien (CCIPPP), Tania Quiroz Mendieta, militante de la Coalition for the Defense of Water (coalition contre la privatisation de l'eau) à La Paz, Bolivie, et Jay Arena, activiste anti-guerre et militant syndical de base, représentant d'une coalition de la Nouvelle-Orléans luttant pour une reconstruction autodéterminée après la catastrophe récente.



>>>AGENDA>>>

>Genève>

26 JANVIER, 19H30,
MAISON DES ASSOCIATIONS :

A l'occasion du forum de Davos, venez débattre des luttes et stratégies globales contre la pauvreté, en compagnie de :

M. Jay Arena, de la Nouvelle-Orléans, qui présentera la situation sociale, politique et économique après le passage de Katrina. Il est afro-américain et lutte pour l'autodétermination post-catastrophe.
Tania Quiroz Mendieta, activiste de la coalition pour la défense de l'eau à La Paz, en Bolivie, qui s'engage aussi pour organiser en syndicat les travailleuses au foyer.

La conférence aura lieu le **26 janvier à 19h30**, à la Maison des Associations, salle Gandhi, 15 rue des Savoises, Genève. Elle sera suivie par deux ateliers à 20h15.

«RAPPORT LUGANO» :
UN LIVRE, UNE PIÈCE DE THÉÂTRE

La pièce inspirée par «Le rapport Lugano», livre de Susan George (vice-présidente d'attac France) paru en 2000, pièce déjà présentée dans le nord de la France, à Avignon et à Paris, et même en Italie par la compagnie «Sens Ascensionnels» sera finalement jouée, avec le soutien d'attac genève, les

VENDREDI 20, SAMEDI 21
ET DIMANCHE 22 JANVIER 2006,
À 20H30, AU THÉÂTRE D'ONEX PARC,
À GENÈVE.

Parlez-en autour de vous
et venez nombreuses et nombreux !

6 FÉVRIER, 19H :

Café mondialisation, Café Alegre, Maison des Associations, rue des Savoises 15, Genève.
Après une courte pause hivernale, les cafés mondialisation reprennent avec le thème

"UNIVERSITÉ :
ENTRE TAXES ET INJUSTICES"

PETITE INTRODUCTION DES ORATRICES ET ORATEURS DE L'AUTRE DAVOS

Ces extraits d'article sont destinés à introduire les problématiques soulevées par les oratrices et orateurs de l'Autre Davos présent-e-s en Suisse et invité-e-s par attac pour nous donner leur vision et leur vécu de la pauvreté.

Tania Quiroz Mendieta est militante de la « Coalition for the Defense of Water » (coalition contre la privatisation de l'eau) de La Paz, Bolivie. Elle est également engagée dans le travail syndical avec des travailleuses à domicile. Elle nous parlera de son expérience dans les mouvements citoyens pour la défense de l'eau et des conséquences des privatisations de ce bien commun pour les populations défavorisées de Bolivie.

Jay Arena est militant antiguerre et syndicaliste de base. Il est représentant d'une coalition luttant pour une reconstruction auto-déterminée après la catastrophe de la Nouvelle-Orléans. Il nous parlera de la pauvreté dans les pays du Nord, et en s'appuyant sur la situation à la Nouvelle-Orléans, il montrera les conséquences des politiques néolibérales sur les populations défavorisées, notamment afro-américaines.

>>> Comment

Le libre marché a joué un rôle crucial dans la destruction de La Nouvelle-Orléans et dans la mort de milliers de ses habitants. Avertis qu'un ouragan très violent (de force 5) allait frapper la ville et les zones avoisinantes, qu'ont fait les officiels ? Ils ont joué la carte du libre marché.

Ils ont annoncé que tout le monde devait évacuer. Tout le monde était censé trouver sa propre façon de fuir le désastre par des moyens privés. [...] Le premier jour du désastre provoqué par l'ouragan Katrina, il était déjà manifeste que des centaines, voire des milliers d'américains, avaient péri à La Nouvelle-Orléans. Bien des gens avaient « refusé » d'évacuer, expliquèrent les journalistes, parce qu'ils étaient tout simplement « obstinés ». Il fallut attendre le troisième jour pour que les médias commencent à comprendre que des dizaines de milliers de personnes n'avaient pas fui parce qu'elles n'avaient nulle part où aller et aucun moyen de quitter la ville. Sans argent ni véhicule motorisé, elles devaient rester obstinément en attendant l'amélioration de la situation. Contre toute attente, pour toutes ces personnes, le libre marché n'a finalement pas si bien fonctionné.

La plupart des victimes étaient afro-américaines ; d'autres, bien qu'en nombre plus restreint, étaient des Blancs mais tous vivaient en situation de grande précarité [...]. Le président des USA George W.Bush [...] s'est quant à lui contenté de dire : « *Je ne pense pas que quelqu'un ait prévu ces brèches dans les digues.* » Or, l'inondation catastrophique de La Nouvelle-Orléans avait été prévue par des experts en tempêtes, des ingénieurs, des journalistes de la Louisiane, des officiels de l'Etat et même par certaines agences fédérales. Toutes sortes de gens avaient prédit ce désastre depuis des années, mettant le doigt sur le danger des hausses de niveau de l'eau et sur la nécessité de renforcer digues et pompes de toute la région côtière [...]. L'agenda de Bush prévoyait de diminuer les al-

le libre marché a tué La Nouvelle-Orléans ?

locations de l'Etat au maximum et de laisser au secteur privé le soin d'assurer les besoins vitaux de la population. C'est ainsi qu'il a diminué de 71,2 millions de dollars le budget du Corps des Ingénieurs de la Nouvelle-Orléans, ce qui représente une réduction de 44%. Les plans visant à renforcer les digues de la ville et à améliorer le système de pompage des eaux ont dû être ajournés [...].

Quant à l'opération de sauvetage, les adeptes du libre marché se plaisent à dire que les secours aux plus infortunés devraient être laissés à la charité privée. C'était l'un des prêches favoris du président Ronald Reagan : « *La charité privée peut très bien se charger du travail.* » Et, durant les quelques premiers jours, effectivement, ce fut apparemment la politique suivie face au désastre provoqué par l'ouragan Katrina. Le gouvernement fédéral n'était visible nulle part, mais la Croix-Rouge passa à l'action. Son message : « *N'envoyez ni vivres ni couvertures, envoyez de l'argent !* » [...] Au troisième jour, même les médias, pourtant myopes, commencèrent à se rendre compte de l'immense échec de l'opération de sauvetage. Les gens mouraient parce que les secours n'étaient pas venus. Les autorités semblaient davantage préoccupées par les pillages que par le sauvetage des gens, plus soucieuses du « contrôle de la foule », qui consistait à parquer comme du bétail des milliers de personnes dans de vastes terrains vagues sans le moindre abri décent et à les empêcher de s'en aller. [...]

A la plupart des questions soulevées, le libre marché semble incapable de répondre : qui était chargé de l'opération de sauvetage ? Pourquoi si peu d'hélicoptères et à peine une poignée de sauveteurs de la Garde côtière ? Quand l'opération de sauvetage allait-elle enfin passer à la vitesse supérieure ? Où étaient les autorités fédérales ? Les troupes de l'Etat ? La Garde Nationale ? Où étaient les bus et les camions ? Les abris et les toilettes portables ? Les fournitures médicales et l'eau potable ? [...] Où était la Sécurité nationale ? Le quatrième jour, la quasi-totalité des principaux médias rapportaient que la réponse du gouvernement fédéral était « un déshonneur national ». Pendant ce temps, George Bush avait enfin fait son apparition, sous forme de séance-photos, dans quelques zones bien choisies du désastre - avant de lever l'ancre pour aller jouer au golf.**Extrait de l'article : "Le contrat entre la compagnie française Suez Lyonnaise des Eaux et la Bolivie déborde", par Marie Mazalto**

Extraits d'un article de Michael Parenti

>>> Vers un nouveau conflit concernant la gestion des ressources naturelles ?

Le risque de La Paz et El Alto, 2004-2005

La ville d'El Alto surplombe La Paz, capitale de la Bolivie. Cette grande plaine en haute altitude qui culmine à plus de 3 800 mètres est le refuge des familles ayant fuit les régions minières et agricoles touchées de plein fouet par les crises économiques des décennies 1980 et 1990. En pleine expansion, El Alto est le fruit d'un exode rural incontrôlé et d'une urbanisation anarchique. La ville apparaît comme le miroir déformant du centre de la capitale, La Paz, cuvette protégée des intempéries, dans laquelle s'abrite une population plus aisée, qui profite de la disponibilité des services essentiels et de la relative douceur du climat.

En 1997, sur les recommandations de la Banque mondiale, le gouvernement de Bolivie privatisait les services de gestion de l'eau des deux villes. Le contrat prévoyait que le gouvernement allait au préalable augmenter le prix des services d'eau d'environ 25% pour assurer à l'opérateur privé une marge bénéficiaire minimale. Le contrat de concession, d'une durée de 30 ans, attribuait le marché à un nouveau consortium, Aguas del Illimani, en majorité détenu par l'industriel français Suez Lyonnaise des Eaux. Or, malgré les garanties offertes par les investisseurs en terme d'expertise et de moyens financiers, huit ans après la privatisation, d'importantes mobilisations populaires ont débuté dans le courant du mois de novembre 2004 à El Alto, pour dénoncer la mauvaise gestion des services d'eau dans les zones les plus pauvres de la ville. La révolte, qui s'est poursuivie jusqu'au début du mois de janvier 2005, n'est pas sans rappeler les violentes confrontations de juillet 2003 à Tiquipaya, en banlieue de Cochabamba, alors que les associations de paysans remettaient en cause le marché des services d'eau accordé à la compagnie Epsa-Macoti.

Alertées par la détérioration du service dans certaines parties de La Paz et d'El Alto, ainsi que par l'augmentation des tarifs pour certaines catégories d'usagers, les "associations de voisinage" se sont mobilisées afin de demander des comptes à la compagnie et au gouvernement concernant le non respect des conditions initiales du contrat qui engage Aguas del Illimani. Huit ans après la privatisation, nombre de foyers (plus de 200'000 personnes, selon les représentants des comités de quartiers d'El Alto) ne bénéficient d'aucun service qui leur garantirait l'accès à une eau de qualité. Ces arguments ont d'ailleurs été confortés, fin décembre 2004, par le vice-ministre des services de base en charge de négocier avec le groupe Aguas del Illimani : "*Le contrat est inacceptable. Il laisse 200'000 personnes sans accès à l'eau. Si la compagnie est d'accord pour étendre le service, il est temps d'en parler. Si Aguas del Illimani n'est pas prête à résoudre le problème, je rejoindrai la population d'El Alto pour demander le départ de la compagnie*".

La démission annoncée en décembre 2004 du superintendant responsable pour le gouvernement de l'attribution et de la négociation des contrats de gestion des services d'eau, M. Johnny Cuellar, est venue alourdir le climat social bolivien. Ses plus récentes déclarations, en conférence de presse, témoignaient de la volonté du gouvernement bolivien d'échapper à une politisation de la problématique de l'accès aux ressources en eau dans le pays. Au moment de sa démission, l'ancien superintendant déplorait, en effet, la politisation du mouvement citoyen des habitants d'El Alto, en réitérant sa volonté d'échapper aux pressions politiques de "militants radicaux", alors que son mandat de base était selon lui principalement technique et non politique. Le débat se cristallise en effet autour de la nature de la participation envisagée des populations locales dans la gestion des services d'eau dans le pays. De plus en plus de groupes sociaux exigent d'exercer une forme de « contrôle social » sur les services d'eau, à l'heure où les organismes financiers internationaux prônent une plus ample participation des populations dans la gestion des ressources naturelles. Et pourtant, dans les faits, nombre de facteurs sociaux, culturels et politiques permettent que perdure le statu quo. D'où une tension sociale qui augmente, posant l'enjeu de la démocratisation des biens publics vitaux comme une dimension importante à considérer pour penser l'avenir des pays du Sud.

>>>AGENDA>>>

>Valais>

18 JANVIER, 19H :

Réunion du comité. Elle a lieu chaque 3ème mercredi du mois, ouverte à tous les membres

1ER FÉVRIER, 19H :

Soupe d'attac : présentation des motions politiques d'attac-suisse. La Soupe d'attac a lieu chaque premier mercredi du mois avec conférence, film, débat ou simple discussion sur un thème d'actualité et repas en commun

Toutes les activités ont lieu au **Centre RLC** (Rue de Loèche 23, Sion) et commencent à **19h**, sauf mention contraire.

>Bienne>

LUNDI 9 JANVIER

Café-débat, 20h, rest. Eintracht, rue du Marché-Neuf 52 sur le thème **"Femmes et travail: une longue histoire de discriminations"** avec **Céline Schöni**

LUNDI 6 FÉVRIER

Café-débat, 20h, rest. Eintracht, rue du Marché-Neuf 52 les soirées sont précédées de la réunion du comité à 19h

>Fribourg>

9 JANVIER, 20H :

Rencontre mensuelle, Buffet de la gare

CYCLE CINÉ D'ATTAC FRIBOURG

en collaboration avec le Centre Fries, Rue Techtermann 8 (à 2 minutes de la gare) :

20 JANVIER, 20H :

Projection du film "Memoria del Saqueo", de Fernando Solanas

10 FÉVRIER

18h : Apéro ; 18h30 : rencontre annuelle d'attac fribourg ; 20h : projection de "Turbulences", film de Carole Poliquin

Mobilisation décentralisée contre le WEF en 2006 Le WEF est partout - nous aussi !

Après l'interdiction de la manifestation nationale contre le WEF de janvier 2005 par le gouvernement de la Ville de Berne, la coalition anti-WEF n'a pas voulu, cette année, se faire imposer des entraves inacceptables à son droit de libre expression. Il n'y aura donc pas de manifestation nationale contre le World Economic Forum WEF. Mais les protestations contre ce Forum des puissants qui s'arrogent le droit de décider de l'avenir du monde ne disparaîtront pas pour autant : "Le WEF est partout - nous aussi !", voilà le slogan choisi pour exprimer les résistances au WEF de cette année, placées sous le signe des actions décentralisées dans toute une série de villes. La parade "Dance out WEF" du 14 janvier à Berne (réunion devant la fosse aux ours à 13h00) est le premier temps fort de cette mobilisation. Le 21 janvier, on verra des actions à Berne, Coire, Lugano, Lausanne, Lucerne, Saint-Gall, Thoune, Zurich, etc. Enfin, la manifestation du 28 janvier à Bâle donnera une expression collective aux critiques formulées par les composantes du mouvement anti-WEF de ces dernières années.

Depuis plusieurs années, la mobilisation anti-WEF fait l'objet d'une répression massive de la part des autorités avec déploiement de l'armée à Davos, dispositifs policiers de grande envergure, fichage systématique et violences policières. La présence du WEF à Davos justifie, aux yeux des autorités, la suppression de la liberté d'expression. C'est pourquoi il est important de continuer à exprimer collectivement notre désaccord avec la politique des puissants réunis au WEF. Pour les actions prévues à Berne et à Zurich, la demande d'autorisation a déjà abouti fin décembre. La manifestation prévue à Bâle a elle aussi obtenu l'autorisation de la police.

Des conférences co-organisées par attac sont en outre prévues dans plusieurs villes, notamment le 26 janvier à Genève : (cf agenda genevois : "conséquences des politiques économiques néolibérales au Nord et au Sud") à Bâle, Berne et peut-être Lausanne. Ce sera l'occasion d'entendre en Suisse romande deux des intervenant-e-s de l'Autre Davos.

Infos générales sur la mobilisation anti-WEF 2006 et sur les actions prévues dans les villes : www.no-demo.ch

>>>IMPRESSUM>>>

Edité par Attac Suisse, paraît 9x par année
Destiné aux membres et aux abonnés.
Impression et mise en page : Deltagraph Bienne
Tirage 2'200 exemplaires

ABONNEMENT (POUR NON-MEMBRES)

Veuillez verser 20 francs/année à l'attention d'Attac Suisse, rue des Savoises 15, 1205 Genève - CCP 17-762066-4 en mentionnant distinctement votre adresse.

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO :

Karin Vogt, Iris Widmer, Florence Proton, Ounsi El Daïf, Michel Pellaton, Sabrina Scardua, Xavier de Stoppani, Geneviève Hentsch, Cathy Berthouzoz.

PROCHAINE PARUTION FIN JANVIER

JE SOUHAITE ADHÉRER À ATTAC!

_ Notre organisation souhaite devenir membre d'attac, envoyez-nous le matériel d'adhésion du groupe local le plus proche.
_ Je souhaite devenir membre d'attac, envoyez-moi le matériel d'adhésion du groupe local le plus proche.

Nom: ______________________________

Adresse: ______________________________

____

E-mail: ______________________________

Lieu, date, signature

____

A retourner à attac suisse / Rue des Savoises 15 / 1205 Genève